

039 APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
N°/AMI/MINTP/SG/CPR-FC/SPM/IP4 DU 26 MAI 2025

Pays :	Cameroun
Nom du projet :	Phase II de l'aménagement de la route Batchenga-Ntui-Yoko-Lena-Tibati-Ngaoundéré : section Ngatt-Febadi-Likok
Secteur :	Transport
Services de consultant :	Audit Comptable et Financier de la Phase II de l'aménagement de la route Batchenga-Ntui-Yoko-Lena-Tibati-Ngaoundéré : section Ngatt-Febadi-Likok pour les exercices 2025 et 2026
Mode de financement :	Mode de financement de la charia
Code du projet :	CMR1033

Le Gouvernement de la République du Cameroun a sollicité un financement de la Banque islamique de développement pour couvrir le financement de la **Phase II de l'aménagement de la route Batchenga-Ntui-Yoko-Lena-Tibati-Ngaoundéré : section Ngatt-Febadi-Likok**. A cet effet, il a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour les paiements éligibles au titre du contrat de services d'un consultant pour lequel la présente manifestation d'intérêt est émise.

Les services comprennent :

1. **Pour démontrer la conformité aux dispositions et aux exigences convenues en matière de gestion financière des projets et des programmes, l'auditeur doit effectuer des tests pour confirmer que :**
 - (a) Tous les fonds, y compris les fonds de contrepartie et les autres fonds externes (en cas de cofinancement), ont été utilisés conformément aux conditions de l'accord ou des accords de financement, dans un souci d'économie et d'efficacité et uniquement aux fins pour lesquelles les fonds ont été fournis ;
 - (b) Les biens, travaux et services financés ont été achetés conformément aux dispositions de l'accord de prêt et ont fait l'objet d'une comptabilisation appropriée ;
 - (c) Toutes les pièces justificatives, tous les registres et tous les livres comptables appropriés se rapportant à toutes les activités de projet ou de programme ont été conservés ;
 - (d) Des comptes spéciaux sont tenus conformément aux dispositions de l'accord de prêt/don et aux règles et procédures de décaissement de la Banque, et les fonds prélevés sur les comptes spéciaux ont été utilisés aux fins prévues dans la ou les accords de prêt ;
 - (e) Les états financiers ont été préparés et approuvés par la direction du projet ou du programme en conformité avec le référentiel comptable applicable ;
 - (f) Les actifs immobilisés du projet ou du programme sont réels et correctement évalués et les droits de propriété du projet ou du programme ou les droits des bénéficiaires sur ces actifs ont été établis en conformité avec l'accord de prêt ;
 - (g) Les dépenses inéligibles ont été dûment identifiées ; et

- (h) L'état d'avancement physique du projet ou du programme est : (i) conformes aux fonds décaissés, (ii) techniquement conformes à la conception des projets ou des programmes et (iii) conformes, dans la mesure du possible, au chronogramme prévu ;
- (i) Déterminer si les bénéficiaires ont reçu l'avantage des paiements effectués pour les biens achetés, les travaux livrés et les services fournis.

2. L'évaluation du contrôle interne à travers les étapes suivantes :

- i. Analyser l'efficacité du contrôle dans le processus d'acquisition des biens, travaux et services pour la période examinée, sur la base d'un échantillon représentatif ;
- ii. S'assurer que les actifs financés par le projet sont bien conservés et qu'ils sont utilisés aux fins prévues ;
- iii. Évaluer l'efficacité des bonnes pratiques dans l'utilisation des actifs et d'autres ressources ;
- iv. Évaluer l'efficacité du contrôle des opérations financières du projet ; et
- v. Veiller à ce que les actifs et les ressources du projet soient sécurisés.

3. En se conformant aux normes internationales d'audit, les auditeurs doivent veiller à :

- *La fraude et à la corruption* : Conformément à la Norme ISA 240 (Responsabilités de l'auditeur en matière de fraude dans un audit d'états financiers), les auditeurs doivent identifier et évaluer les risques liés à la fraude, obtenir ou fournir des preuves suffisantes de l'analyse de ces risques et évaluer correctement les risques identifiés ou suspectés ;
- *Les textes législatifs et réglementaires* : Lors de la préparation de l'audit et de l'exécution des procédures d'audit, l'auditeur doit évaluer le respect des dispositions législatives et réglementaires susceptibles d'affecter de manière significative les EFP, conformément à la Norme ISA 250 (Considérations relatives aux lois et règlements dans un audit des états financiers) ;
- *Gouvernance* : Communiquer avec les personnes constituant le gouvernement d'entreprise sur les questions d'audit importantes relatives à la gouvernance conformément à la Norme ISA 260 : (Communication avec les responsables de la gouvernance) ; et
- *Risques* : Afin de réduire les risques d'audit à un niveau relativement faible, les auditeurs appliqueront des procédures d'audit appropriées et corrigent les anomalies / risques identifiés lors de leur évaluation. Ceci est conforme à la Norme ISA 330 (Réponses de l'auditeur aux risques évalués).

Les prestations sont prévues pour une durée de 45 jours calendaires pour chaque exercice, pour 50 Homme/jours (personnel cadre, de courte durée, de suivi de l'exécution et auxiliaire) par exercice.

Les termes de référence (TdRs) détaillés de la mission peuvent être obtenus à l'adresse à la Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint (CPR-FC) du Ministère des Travaux Publics.

Le Ministre des Travaux Publics invite maintenant les Firmes de consultants (Consultant) éligibles à manifester leur intérêt pour la réalisation des services. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations spécifiques qui démontrent qu'ils sont pleinement qualifiés pour exécuter les services (brochures, description de missions similaires, expérience dans des conditions similaires, disponibilité du personnel compétent pour la mission, etc.).

Les Firmes de consultants intéressés sont invitées à lire les clauses 1.12.1 et 1.12.2 des Directives de la BIsD pour la passation des marchés de services de consultants dans le cadre des projets financés par la Banque Islamique de Développement (les "Directives de passation de marchés") qui énoncent les politiques de la BIsD en matière de conflits d'intérêts.

Les Firmes de consultants peuvent s'associer pour augmenter leurs chances de qualification, mais doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les partenaires du groupement sont solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

Une Firma de consultants consultant sera sélectionnée conformément à la méthode de Sélection au Moindre Coût (SMC), parmi les firmes de la liste restreinte, énoncée dans les Directives en matière d'acquisition.

Les critères de présélection d'une liste restreinte sont les suivants :

✦ **Expérience générale :**

- Etre un Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable indépendant, de bonne réputation, régulièrement inscrit au Tableau d'un ordre des Experts Comptables reconnu au plan national, régional ou international par l'IFAC ou la FIDEF.

✦ **Expériences spécifiques :**

- Posséder une expérience pertinente en matière de comptabilité et d'audit financier des projets de développement, en particulier des opérations financées par des bailleurs de fonds ;
- Justifier de bonnes capacités techniques et managériales comprenant entre autres : la structure organisationnelle du Cabinet et les qualifications des membres clé du Cabinet en relation avec la mission.

Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous, aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : **entre 09 heures et 16 heures.**

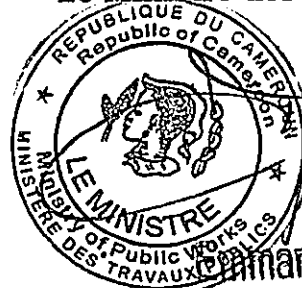
Les manifestations d'intérêt doivent être envoyées par courriel ou déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard **quatorze (14) jours après la publication en quatre (04) exemplaires dont un original et trois (03) copies à 15 heures 30 mn ;** heure locale et porter expressément la mention « **Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un consultant chargé de la réalisation de l'Audit Comptable et Financier de la Phase II de l'aménagement de la route Batchenga-Ntui-Yoko-Lena-Tibati-Ngaoundéré : section Ngatt-Febadi-Likok pour les exercices 2025 et 2026** ».

A l'attention de Monsieur le Ministre des Travaux Publics
Cellule des Projets Routiers à Financement Conjoint (CPR-FC) sise à la
Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre.

E-mail : csepr_badbm@yahoo.fr / mbahtsoungui@cprfc.cm

Yaoundé, le 26 MAI 2025

Le Ministre des Travaux Publics



Manuel NGANOU D.

039 **CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST**
No. 039/AMI/MINTP/SG/CPR-FC/SPM/IP4 OF 26 MAI 2025

Country:	Cameroon
Project Name:	Phase II of the Batchenga - Ntui - Yoko - Lena - Tibati - Ngaoundere road development project: Ngatt - Febadi - Likok section
Sector:	Transport
Consultancy Services	Accounting and financial audit of Phase II of the Batchenga - Ntui - Yoko - Lena - Tibati - Ngaoundere road development project: Ngatt - Febadi - Likok section, for the 2025 ad 2026 financial years.
Financing Method:	Financing method under the Sharia Law
Project Code:	CMR1033

The Government of the Republic of Cameroon *has applied* for financing from the the Islamic Development Bank to cover the cost of **Phase II of the Batchenga - Ntui - Yoko - Lena - Tibati - Ngaoundere road development project: Ngatt - Febadi - Likok section**. To this end, it intends to use part of the funds for eligible payments under the consultancy services contract for which this call for expression of interest is issued.

The objectives are as follows:

- 1. To demonstrate compliance with the provisions and requirements agreed upon in terms of financial management of projects and programmes, the auditor must carry out tests to confirm that:**
 - (a) All financial resources, including counterpart funds and other external financing (in the case of co-financing), have been used in accordance with the terms of the financing agreement(s), considering the necessities for economy and efficiency and, solely for the purposes for which the funds were provided;
 - (b) The costs of goods, works and services financed have been covered in accordance with the terms of the loan agreement and have undergone proper accounting;
 - (c) All supporting documents, ledgers and account books relating to all the project or programme activities have been recorded;
 - (d) Special accounts are kept in accordance with the provisions of the loan/grant agreement and the Bank's disbursement policies, procedures and guidelines, and the funds withdrawn from the special accounts have been used for the purposes set out in the loan agreement(s);
 - (e) The financial statements have been prepared and approved by the project or programme management in accordance with the applicable financial reporting framework;
 - (f) The fixed assets of the project or programme are real and correctly valued and the ownership rights of the project or programme or the rights of the

beneficiaries over these assets have been established in accordance with the loan agreement;

- (g) The ineligible expenditure has been duly identified; and
- (h) The physical progress of the project or programme is: (i) consistent with the funds disbursed, (ii) technically consistent with the design of the projects or programmes and (iii) consistent, as far as possible, with the planned schedule;
- (i) To determine whether the beneficiaries have received the benefit of the payments made for the goods purchased, the works delivered and the services provided.

2. The evaluation of internal control through the following stages:

- i. Analysing the effectiveness of controls in the process of covering the costs of the goods, works and services for the period under review, on the basis of a representative sample;
- ii. Ensuring that the assets financed by the project are properly recorded and used for their intended purpose;
- iii. Assessing the effectiveness of good practice in the use of assets and other resources;
- iv. Assessing the effectiveness of the project's financial controls; and
- v. Making sure that project assets and resources are secure.

3. Complying with international auditing standards, auditors must consider the following:

- *Fraud and corruption:* In accordance with the ISA 240 standard (The Auditor's Responsibilities Relating to Fraud in an Audit of Financial Statements), auditors must identify and assess fraud-related risks, obtain or provide sufficient evidence of fraud risk analysis, and properly evaluate the identified or suspected fraud risks;
- *Laws and regulations:* In preparing for the audit and performing audit procedures, the auditor must assess compliance with the laws and regulations likely to significantly affect VETs, in accordance with the ISA 250 standard (Consideration of Laws and Regulations in an Audit of Financial Statements);
- *Governance:* Communicating with the persons responsible for corporate governance on significant auditing issues relating to governance in accordance with ISA 260: (Communication with those charged with governance); and
- *Risks:* In a bid to reduce audit-related risks to a relatively low level, the auditors will apply appropriate audit procedures and correct the anomalies/risks identified during their assessment. This is compliant with ISA 330 (Auditor's Responses to Assessed Risks).

The services are planned to last 45 calendar days for each financial year and for 50 persons/days (senior staff, short-term staff, execution monitoring staff and support staff) per financial year.

The detailed Terms of Reference of the mission can be obtained at the Joint Financing Road Projects Unit (JF-RPU) of the Ministry of Public Works.

The Minister of Public Works hereby invites qualified consulting firms (Consultants) to express their interest in providing the services described above. Interested consultants must provide specific information showing that they are fully qualified to

provide these services (booklets, description of similar projects, experience acquired under similar conditions, availability of qualified personnel for the mission, etc.).

Interested consulting firms are called upon to read Clauses 1.12.1 and 1.12.2 of the IsDB Guidelines for the Procurement of Consultancy Services under Islamic Development Bank Project Financing (the "Guidelines") which set out the IsDB's policies relating to conflicts of interest.

Consulting firms may associate with other firms to enhance their qualifications, but must clearly indicate whether the association takes the form of a consortium and/or sub-contracting. In the event of a consortium, all the partners will be jointly and severally liable for the entire contract, if selected.

A consulting firm will be selected in accordance with the Least-Cost Method, from the short-listed firms, as set out in the Procurement Guidelines.

The pre-selection criteria for a shortlist are as follows:

❖ **General Experience:**

- Be an independent and reputable auditing and chartered accountancy firm, regularly registered with a national, regional or international body of Chartered Accountants recognised by IFAC or FIDEF.

❖ **Specific Experience:**

- Have relevant experience in accounting and financial auditing on development projects, especially donor-funded operations;
- Show proof of good technical and managerial skills, including the firm's organisational structure and the qualifications of its key members in connection with the mission, among others.

Interested Consultants may obtain further information at the address below during the following working hours: from **09:00 a.m.** to **4:00 p.m.**

Expressions of interest must be sent through email or submitted at the address below no later than **fourteen (14) days after publication, in quadruplicate (4), including one original and three (3) copies**, at **3.30 p.m.**, local time. They must be expressly labelled **"Expression of interest for the recruitment of a consultant to carry out the accounting and financial audit of Phase II of the Batchenga - Ntui - Yoko - Lena - Tibati - Ngaoundere road development project: Ngatt - Febadi - Likok section, for the 2025 ad 2026 financial years"**.

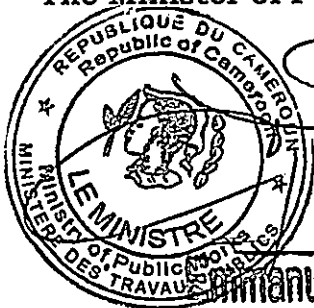
To the Minister of Public Works

Joint Financing Road Projects Unit (JF-RPU), located in the Regional Delegation of Public Works for the Centre.

Email: csepr_badbm@yahoo.fr / mbahtsounqui@cprfc.cm

Yaounde, 26 MAI 2025

The Minister of Public Works


Manuel NGANOU D.